DE LA REPRESSION FISCALE LOCALE A LA CRISE D'IDENTITE NATIONALE. COMPRENDRE LA DENATIONALISATION DE L'ARMEE TCHADIENNE

Ngarmam Alfred
Université de N'Djamena (Tchad)
ngarmamalfred@gmail.com

Résumé

Les Etats africains tiennent la palme d'or en longévité du conflit fratricide. Le cas du Tchad en est un exemple illustratif. Ce qui au départ n'était qu'une simple jacquerie des Moubi à Mangalmé en 1966, la révolte s'est vite transformée en conflits armés et intercommunautaires aux conséquences fâcheuses : crise d'identité nationale. a pris une dimension politico-militaire ayant entrainé la crise d'identité nationale. L'objectif de notre thème est d'identifier les cause profondes de ce mal qui agraine la société tchadienne et d'en proposer une solution idoine. Notre approche descriptive et analytique nous permet d'arriver aux résultats selon lesquels les crises tchadiennes tirent leur origine fondamentalement dans les déviances militaires.

Mots-clefs *: Conflits inter-communautés, dénationalisation, jacquerie, crise d'identité*

Abstract

African states hold the record for the longevity of fratricidal conflicts. Chad provides an illustrative example. What initially began as a simple peasant uprising by the Moubi in Mangalmé in 1966 quickly developed into armed and intercommunal conflicts with serious consequences, particularly a crisis of national identity. The conflict subsequently took on a political and military dimension, contributing to the deepening of the national identity crisis.The objective of this study is to identify the underlying causes of this problem affecting Chadian society and to propose an appropriate solution. Using a descriptive and analytical approach, the study finds that Chadian crises fundamentally stem from military deviations and their consequences for political and social life.

REVUE **ARCHIVES INTERNATIONALES – CCA CONGO** *Vol 3 N°9 – Octobre 2026*

Keywords: *Intercommunal conflicts, denationalization, peasant uprising, identity crisis.*

Introduction

L'histoire politique contemporaine de l'Afrique est souvent marquée par une transformation progressive de nombreuses contestations rurales en conflits communautaires, politiques et armés. Les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, groupes armés, autorités locales, forces de sécurité sont les différents acteurs des affrontements. Les causes sont multiples : accès à la terre et à l'eau, pression démographique, changements climatiques, insécurité foncière, faiblesse de la gouvernance, circulation des armes, marginalisation socio-économique et crises politiques, répressions militaire… Le Tchad offre un exemple emblématique pour analyser cette dynamique

Depuis 1966, ce pays de l'Afrique centrale est connu comme un pays qui offre des spectacles obscènes par son conflit fratricide. Ce qui n'était qu'une simple révolte paysanne à cause de répression fiscale a accouché d'une interminable rébellion et des conflits intercommunautaires aux conséquences multiples : crises du vivre-ensemble au Tchad, un système de gouvernance déplorable, une psychose généralisée entrainant des méfiances réciproques entre les Tchadiens Comment un conflit initialement localisé dans un espace rural, se transforme-t-il en conflits intercommunautaires, politiques et armés au Tchad ? Plusieurs causes sont évoquées. On accuse souvent la politique, la géographie, la religion ou les ressources naturelles d'en être les raisons principales. Mais on se demande si les militaires n'ont-ils pas failli à leur mission, celle de maintenir la paix et l'unité nationale. Le présent article vise à saisir les causes fondamentales des conflits armés au Tchad, de la pérennisation et la généralisation de ce conflit qui s'est installé au cœur du secteur agro-pastorale de façon endémique, et d'en proposer un mécanisme de résolutions.

Pour atteindre cet objectif, nous allons examiner, par une approche descriptive et analytique, des faits historiques perpétués par les militaires au Tchad. L'observation des comportements des militaires nous permet de dégager un certain nombre de caractéristiques essentielles à partir desquelles on peut expliquer la déviance militaire causant les soubresauts de l'histoire tumultueuse de la politique du Tchad, à savoir l'indiscipline, le mode d'exerce du pouvoir militaire et l'insuffisance de la professionnalisation de armée. Si l'hypothèse selon laquelle toute chose a une fin se vérifie, la pérennisation de ce conflit fratricide n'aura pas sa raison d'être avec la prise en charge psychosociale des militaires, la restructuration de la place de l'armée dans la nation, la revalorisation de mode de recrutement basé sur la valeur physique, intellectuelle et morale, et l'introduction de l'enseignement portant sur la professionnalisation de l'armée. Nous traiterons ce thème à travers un aperçu historique des conflits armés et intercommunautaires ayant conduit au repli identitaire, les causes et les perspectives de résolutions de ces conflits tchadiens.

1. De la révolte paysanne aux mouvements politico-militaires

Le continent africain, notamment l'Afrique subsaharienne est un théâtre des conflits récurrents dont la guerre fratricide en est une des manifestations. Ces conflits sont certes liés à la nature des hommes vivant en société. Comme l'a souligné WEIL, 1989, p. 93 « La société moderne fonctionne à base des divisions, des contradictions et connait de temps en temps des conflits. » Ces conflits peuvent avoir plusieurs causes : des injustices sociales, des exploitations d'une classe ou d'une catégorie de personnes ou de société. Aussi, tout homme se révolte lorsqu'il est soumis à l'arbitraire d'un autre homme ou lorsque le pouvoir qui le gère

devient inutile à ses aspirations (KOSSMAN, 1974, p. 22). Quand les habitants d'un pays traversent un moment difficile et savent que le pouvoir peut les sauver mais ne le fait pas, ils peuvent se révolter dans l'espoir d'amener les gouvernants à améliorer leurs conditions de vie (ZOLA, La Terre, 1887). Tel fut le cas de la révolte paysanne au Tchad dont un bref aperçu peut illustrer notre thème.

1. Déviance militaire dans l'armée tchadienne

Au sens étymologique, la déviance renvoie à un comportement qui échappe aux règles admises par la société. Le déviant est un individu dont le comportement s'écarte de la norme sociale admise. Doise Deschamps (1997 :65) la définit comme « Comme une transgression, socialement perçue, des règles, des normes en vigueur dans un système social donné : c'est un comportement mettant en cause à la fois les normes sociales et la cohésion ou l'unité du système. » Les frustrations et mécontentements préparent les esprits à des soulèvements contre le pouvoir. Or, le pouvoir, à travers son bras armé est par essence l'instance de monopole et de déploiement de la violence (WEIL, 1989, p. 142). Il peut faire usage d'une répression violente contre une population qu'elle considère comme une menace à l'ordre public. Tel est le cas de la révolte des *Moubi*, une population du centre du pays qui ont subi répression fiscale. Lorsqu'une jacquerie est mal gérée par une autorité et qu'elle trouve un terrain favorable (se mêle à des soulèvements citadins) et qu'un leader politique charismatique se joint aux jactances, il se développe de rébellion qui peut renverser le régime en place. Tel était ce que nous appelons la révolte des Moubis au Tchad. En effet, la marche du Tchad vers l'indépendance s'est effectuée sur un fond de crises politiques (DADI 1987, p. 88). Dès lors, la frustration s'est emparée de certains leaders politiques et les manipulations sont entrées en ligne de compte et l'avenir d'une

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES – CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

nation en gestation devenait de plus en plus incertain. La seule chance qui devait garantir l'unité nationale résidait dans une bonne pratique politique des futures élites tchadiennes et leur capacité à gérer habilement les contradictions internes. Malheureusement, le contraire s'est produit et le Tchad a accédé à l'indépendance le 11 Août 1960 sur un fond de crise entre les leaders politiques. Afin de contenir cette situation de crise, doublée par le contexte politique international, le PPT-RDA, devenu parti-Etat a commis des maladresses politiques. Cette source est aussi confirmée par Michel NGANGBET (1984, 13-14). A cette époque, le jeu politique démocratique était ouvert. Neuf (09) partis politiques se disputaient le territoire tchadien.
On trouvait une droite tchadienne avec le PPT/RDA comme chef de fil et la gauche qui rassemblait en son sein, l'UDT, le GIRT, le MSA etc. La scène politique tchadienne était faite des alliances, et des dislocations des alliances entre les partis politiques (NGANGBET, 1984, p 11). Mais, ce qui frappait curieusement, c'était certains partis politiques qui avaient été créés soit sur des bases ethniques, soit régionales, soit encore religieuses. L'organisation dite opposition s'est illustrée par la manipulation et non les activités politiques pour se faire entendre sur l'arène politique. Si l'année 1960 est marquée par une accalmie sur la scène politique tchadienne, ce n'était qu'une trêve entre les leaders politiques, une phase d'introspection pour Tombalbaye afin de mûrir un plan perfide pour effacer ses adversaires de l'échiquier politique. La division du monde en deux blocs a joué un rôle important dans la vie politique du jeune Etat tchadien. Il fallait passer du multipartisme au parti unique. Toute l'occasion est donnée au PPT-RDA de se départir des autres partis politiques.

Le 18 janvier 1962, lors du Congrès du PPT/RDA tenu à Fort Archambault (actuel Sarh), Tombalbaye profite du vent du monopartisme qui soufflait en Afrique pour dissoudre tous les

partis politiques sauf le sien (NGANGBET, 1984). Le 28 janvier de la même année, il prend la décision de dissoudre l'Assemblée Nationale. Le scrutin est fixé au 4 mars 1962. Cela fut considéré par les leaders musulmans qui étaient en Ramadan comme une offense à leur religion. Cette stratégie lui a permis d'avoir la majorité écrasante à l'Assemblée Nationale (80% des députés. Puisque « le pouvoir livré à lui-même rend fou » (MONTESQUIEU, 2000, p. 132), Tombalbaye change d'attitude à l'égard de ses compagnons d'hier. Le 20 septembre, plusieurs d'entre eux ont été arrêtés notamment Ahmat Koullamah, Jean-Baptiste qui a disparu pour toujours (DOUBA ALIFA, 1996, p 45). Abbah Sidick qui a échappé à cette arrestation a trouvé asile en Algérie. Compte tenu dutraitement humiliant des leaders politiques en général et des Musulmans en particulier, le 30 septembre 1963, les Musulmans de Fort-Lamy ont organisé une marche de protestation contre le régime de Tombalbaye alors que ce dernier a déployé les forces de sécurité de troisième degré sur les manifestants. Le bilan officiel est de 20 morts (LEMOINE, 1997, p. 21). Le 4 mars 1964, conscient du traitement humiliant des leaders musulmans, et de leur marginalisation sur tous les plans, un mouvement dénommé "Comité de Défense du Nord du Tchad" (LEMOINE, 1997, pp. 23-24) est créé par la jeunesse musulmane afin de défendre les intérêts moraux des leaders du Nord et surtout des musulmans. Au-delà des frustrations qu'encaissaient les hommes politiques et les instruits originaires du Nord, la masse rurale n'était non plus épargnée. Les agents de l'administration publique se comportaient en campagne comme des conquérants en terre conquise. Les agriculteurs étaient contraints à coup de fouet pour cultiver le coton tandis que les éleveurs et les commerçants avaient plusieurs sortes d'impôts à payer chaque année.

La masse rurale en majorité analphabète ne comprenait pas que l'indépendance veut dire départ des colons et remise de pouvoir

aux nationaux. Pour elle, elle serait sa propre maîtresse sinon le pouvoir serait remis aux sultans qui les avaient gérés pendant la période précoloniale. Subitement, le pouvoir est remis aux Sara et assimilés et il n'était pas rare d'entendre ces mots : « Avant, les Blancs commandaient. Maintenant, ce sont les noirs » (BOUQUET, 1982, p 126). Une telle déclaration ne peut que conduire à la frustration de l'autre s'il s'estime léser par le pouvoir. Dans les campagnes, l'autorité de l'Etat est rejetée pour deux raisons : les multiples taxes imposées à la population et la perception du pouvoir des nouveaux maîtres comme un agacement.

I.2. De la répression fiscale aux mouvements politico-militaires

Le premier Président du Tchad, François Tombalbaye se désintéressait de plus en plus de l'unité nationale puisqu'il s'assurait de son soutien par la France. Ses erreurs politiques favorisent la création FROLINAT. Ce qui irritait beaucoup la population rurale dans la zone septentrionale est la multiplication des taxes pendant les jours des marchés hebdomadaires. Comme cela ne suffisait pas, en 1964, est lancé une nième collecte de fonds pour soutenir quelques projets d'Etat. A peine cette collecte de fonds lancée, des rumeurs d'insurrection courent. En 1964, la jacquerie se signale par deux attaques, l'un dans le Guera et l'autre à Am-Timan. D'autres événements similaires s'en suivent, puis s'étendent un peu partout dans le Nord du Tchad. De ces jacqueries naît un premier mouvement armé. Le 22 juin 1966 s'est tenu à Nyala au Soudan un congrès qui a abouti à la création du Front National de Libération du Tchad (FROLINAT) dirigé par Brahim Abacha, leader de l'Union Nationale du Tchad (UNT) l'un des rescapés de la vague d'arrestation de Tombalbaye de 1963. C'était le début de l'insurrection d'une partie de la population du Nord, car « La guerre est la continuation de la politique lorsque d'autres

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES – CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

moyens d'expression font défaut » (ZARTMAN, 1990, p. 12). Ce mouvement aux options politiques hétéroclites (islamiste, intégriste, marxiste) a été favorisé par les erreurs politiques de François Tombalbaye. Après le soulèvement des *Moubi*, les habitants du Batha et du Salamat se soulèvent à leur tour (G. J. NGANSOP, 1982, p. 154). Ils créent le Front Populaire pour la Libération du Tchad (FPLT) dirigé par Awat Moktar Nasser. En 1970, Mohamed Idriss entre en rébellion à son tour dans l'Ennedi. Son mouvement prend le nom de l'Armée Volcanique ou Première Armée.

En 1971, Hissein Habré, ancien sous-préfet de Moussoro se rebelle à son tour. Il rejoint d'abord Abbah Sidick à Tripoli avant de revenir vers Goukouni. Suite à des malentendus entre eux, Hissein Habré crée le Conseil de Commandement des Forces Armées du Nord (CCFAN) en 1972 et quitte le Borkou pour le Tibesti. Il s'impose sur l'échiquier politique grâce à sa prise en otage de quatre Occidentaux en 1974 dont la libération lui a procuré assez d'armes et d'argent. En 1972, la rébellion concernait déjà les 2/3 du territoire et le 1/3 de la population tchadienne (NGANSOP, pp.40-41). On pouvait contenir encore ces mouvements de révolte par le dialogue. Malheureusement : «toute oligarchie compradore refuse par nature toute forme de dialogue et de négociation » (ZIEGLER, 1975 p.252). Avec l'échec des réconciliations prônées par les régimes de Fort-Lamy et de N'Djamena, d'autres mouvements armés voient encore le jour. C'est le cas par exemple des Forces Armées Occidentales (FAO) d'Aboubakar Karkou Mahamat implantées au Kanem à partir de 1977 ; du Conseil Démocratique Révolutionnaire de Ahmed Acyl créé en 1978. D'autres mouvements rebelles ont vu le jour avec l'éclatement de la guerre civile de 1979. Cette guerre a entrainé les replis identitaires et crée des méfiances réciproques entre les Tchadiens. Elle se mue aujourd'hui en

conflits intercommunautaires perpétuels parce que très mal gérés.

2. De mouvements politico-militaires aux conflits intercommunautaires généralisés

Aujourd'hui, le type de conflits intercommunautaires le plus récurrent est le conflit agriculteurs et éleveurs. Le conflit pour le contrôle des terres et du pâturage est souvent la pomme de discorde entre les exploitants de ces deux secteurs.

Lorsque l'affaire est portée en juridiction, l'agriculteur a tort dans la plupart des cas. La DIA est inégalement appliquée. Alors le pacte social agriculteur-éleveur est rompu laissant alimenter des perceptions négatives, des stéréotypes et des préjugés entre les différentes communautés (GARBA, 1996, pp 147-149). Le conflit agriculteur-éleveur que l'Etat néglige n'est pas sans conséquences. Celles les plus insolites, les plus dévastatrices, allant de pertes de vies humaines, des déplacements forcés, des destructions des biens, des traumatismes psychologiques et des divisions durables au sein des communautés sociétés sont les entraves au développement d'une région ou d'un pays et l'image du pays qu'on vend négativement sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, dans le centre et le Sud du pays, dès qu'on est éleveur, on est mal vu. Hormis cela, les différends territoriaux, les désaccords politiques, les discriminations, les inégalités économiques, les rivalités historiques, culturelles et les préjugés profondément enracinées débouchent facilement sur des affrontements inter-communautés au Tchad. Pour rafraîchir la mémoire, même si certaines statistiques échappent, il convient de rappeler qu'en dix-huit mois, on compte dans les affrontements Etat-communautés ou inter-communautés : 18 morts à Sandana, 16 morts dans la Kabbia, 8 morts à Krim-Krim, plus de 5 morts à Danamadji, plus de 20 morts dans lees Monts

de Lam, plus de 20 morts au Guera, plus de 30 morts dans la Nya Pendé, plus de 127 morts au lendemain de la clôture du Dialogue National Inclusif Souverain pour ne citer que ceux-là. Ce qui donne environ une moyenne de 144 tueries de masse chaque année. Aucune rébellion n'a encore fait autant de morts au Tchad en un an et demi. Les causes de ces tueries sont toujours attribuées à des inconnus ou aux affrontements éleveurs-agriculteurs comme si les teneurs de ces secteurs étaient uniques au Tchad. Alors, comment faire pour résoudre ces conflits qui discréditent notre Etat ? Comment concilier les communautés entre elles et avec l'Etat ? Pour répondre à cette question, il faut identifier les causes.

2- Quelles sont alors les causes de la prolifération des conflits tchadiens ?

Beaucoup de Tchadiens s'interrogent sur les causes de la prolifération des conflits armés et inter-communautés et les raisons de leur perpétuation, alors que l'Etat a la possibilité de les résoudre. Plusieurs causes peuvent les expliquer parmi lesquelles nous retenons les phénomènes naturels, la mauvaise gouvernance sociopolitiques, et surtout les déviances militaires.

2.1. Les phénomènes naturels dans les conflits tchadiens

Le conflit entre agriculteurs et éleveurs constitue l'une des manifestations les plus visibles des tensions rurales tchadiennes. Le mécanisme s'explique par pression sur les terres, réduction des pâturages et des espaces cultivables, déplacement des éleveurs et des troupeaux vers les zones agricoles, dégâts aux cultures, obstruction des couloirs de transhumance et affrontements meurtriers. Les changements climatiques accentuent ces difficultés. Sécheresses, pluies irrégulières, inondations et dégradation des terres modifient les conditions de production agricole et pastorale. Les chocs climatiques et leurs

conséquences socio-économiques alimentent les conflits intercommunautaires autour de la terre, de l'eau et des pâturages. Il faut cependant éviter un déterminisme climatique : le changement climatique ne provoque pas mécaniquement la violence. Il agit plutôt comme un facteur aggravant lorsqu'il existe déjà des problèmes de gouvernance, de propriété foncière, de sécurité et de justice. - L'exploitation des ressources d'une région peut pousser des citoyens d'une région à prendre les armes contre l'Etat quand l'injustice est criarde. Après la guerre civile que le Tchad a connue, mise à part la rébellion des ex soldats de l'Armée Nationale Tchadienne (ANT) retranchée dans la zone méridionale, la première rébellion partie de N'Djamena est celle du MOSANAT. Le second groupe armé est celui du Mouvement du 1er avril en 1989. D'autres évènements similaires ont suivi les années précédentes. En moins de deux ans, la LTDH avance un chiffre de 246 personnes tuées, surtout des civils innocents tués par les forces de l'ordre (LTDH, 1992-1993, p. 38).

*2.2. **Conflits, comme stratégie de la gouvernance politique***

Aux yeux des observateurs avertis, les conflits intercommunautaires et les conflits armés résultent d'une stratégie gouvernance politique.

Le conflit intercommunautaire est celui que l'Etat exploite à des fins politiques. Les agriculteurs sédentaires et les éleveurs nomades ont presque perdu le sens du vivre ensemble pacifique au Tchad. Le temps où l'agriculteur confiait ses bétails à l'éleveur et ce dernier laissait ses effets chez lui avant de transhumer est révolu. L'incongru dans ce conflit est la nature même de l'éleveur. Qui est éleveur et qui est agriculteur ? Il existe deux types d'éleveurs au Tchad: les premiers sont ceux de la profession depuis leurs aïeux. Ils cohabitent sans difficultés avec les agriculteurs. Les seconds sont les bergers appelés en d'autres termes bouviers des hauts gradés de l'armée et autorités

du pays dans les provinces. Protégés par ces derniers, ceux-ci ne tardent pas à faire usage des armes à feu lorsqu'un différend les oppose aux agriculteurs. Le sang coule souvent de leur rixe.

Si en 1966, le conflit que nous désignons sous le nom de jacquerie a opposé des groupes de citoyens à l'Etat, à partir de 1979, ces données ont changé. La conquête et le maintien du pouvoir est devenue l'épicentre des conflits. Mais c'est sous le Tchad démocratique (1990) que le terme conflit inter-communautés a pris un autre sens. Or, le conflit est un fléau qu'il faut gérer avec beaucoup de tact car ses conséquences sont nombreuses. Au lieu d'un conflit Etat et groupe de citoyens, il peut se transformer rapidement en conflits intercommunautaires.

Les conflits armés sont devenus un moyen pour avoir de faveur socioéconomique. Ce constat malheureux dans nos Etats africains aujourd'hui a été dénoncé par J.P. MELOUPOU (2009:2553) en ces termes :

> Dans certains Etats, les difficultés économiques conduisant à une pauvreté croissante mènent parfois des groupes militaires à se servir des armes dont ils disposent et de leur puissance de soldat pour s'engager dans le chantage, la rébellion et la mutinerie. La République centrafricaine et Tchad constituent une illustration frappante de la déviance récurrente des militaires dont les revendications se fondent sur l'incapacité de l'Etat à payer ou à améliorer leur salaire.

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES – CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

Une fois que le but est atteint, un groupe de citoyens peut contester le pouvoir ou l'autorité en place afin d'obtenir une influence politique ou une faveur économique et sociale. A l'intérieur de l'élite gouvernante, un groupe de citoyens peut se soulever s'il estime que ses droits sont violés, s'il est marginalisé sur le plan politique ou économique. Ce qui est normal car « les hommes opprimés se révoltent toujours et partout » (ZIEGLER, 1975, p.10).

On peut donc dire, en fait, qu'il se pose au Tchad une question de gouvernance en matière de sécurité et de protection des citoyens: le gouvernement a-t-il pour rôle la répression des élites, la liquidation des populations, ou l'épuration ethnique par des tueries de masse ? Depuis l'an 2000, le pouvoir a trouvé une autre stratégie : celle de confronter des communautés ethniques tout en gérant ce conflit à l'ombre pour ne pas être accusé directement. Car toute gouvernance bancale fait que le leader « se transforme en oligarque »(CESAIRE, 1970, pp. 15-16) et surtout, toute oligarchie compradore « ignore le droit de la raison et la raison du droit et accepte le statu quo de la mécanique du despotisme. Il se fabrique une morale à la convenance de l'homme d'Etat. Il légitime les pratiques d'asservissement au nom de l'autorité d'Etat. Il ne supporte pas de voir en face de lui une opposition. Or les répressions entraînent des révoltes » (TOSEL, 1990, p.19). Et ce sont souvent les militaires, bras armés des hommes politiques qui sont au centre de ces conflits. Au lieu d'être neutres, ils deviennent des activistes politiques ; d'où les déviances et la tendance à la dénationalisation de l'armée.

2.3. Déviance militaire et tendance à la dénationalisation de l'armée tchadienne

« Le militaire est un terme qui désigne un individu qui s'est engagé par contrat dans une armée régulière pour servir son pays

conformément au statut général des militaires qui lui est applicable ». Cette définition du militaire donnée par J.P. MELOUPOU (20009 :253) situe le rôle des militaires dans un Etat conformément à son statut, celui de la défense de l'intégrité nationale face à l'ennemi extérieur.

Une déviance est un comportement par lequel certains militaires ont leurs propres définitions des normes militaires, contraire aux règles définies par le corps du métier d'arme. Trois éléments entrent dans la déviance militaire. L'existence d'une norme formellement définie et identifiable. Cette existence fait que la déviance soit toujours définie par rapport aux normes sociales, reconnues ou non par le droit, partagées a des degrés divers dans le système social considéré à un moment donné de son histoire. Les deux autres éléments sont l'apparition de la transgression de la norme définie, et l'existence d'un processus de stigmatisation de cette transgression. Ce processus de stigmatisation doit être observé ou constaté par les instances de contrôle et gestion de l'armée.

Un peu partout en Afrique et surtout au Tchad, la déviance militaire se traduit par la violence militaire qui prédispose les militaires à la quête du pouvoir par le détournement de la puissance de ses armes au détriment de pourvoir politique qu'il est sensé protéger et servir. A ces conflits que nous avons évoqué ci-haut dans la description des conflits armés et intercommunautaires, s'ajoutent des coups d'Etat et des comportements isolés des militaires dont les effets sont dévastateurs sur les populations. Comme l'a souligné J.P. MELOIPOU (2009 :265).

> La déviance comportementale des militaires en Afrique subsaharienne est liée aux

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES – CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

> conditions de vie du militaire, à l'autonomie qu'il a de se servir librement des armes qu'il détient et parfois contre le gouvernement en place. Elle doit aussi être le corollaire d'un manque de professionnalisme et d'une tendance à la dénationalisation.

Nul n'est besoin d'y revenir. Ce qui nous intéresse, ce sont les conséquences de ces conflits perpétuels, et les pistes résolution à explorer pour les résorber.

3. Les conséquences des conflits armés et intercommunautaires et perspectives de solutions

Les conséquences sont nombreuses fâcheuses sur le peuple tchadien. Le repli identitaire dont se sont prévalus les Tchadiens et la tentative de partition de l'Etat tchadien pendant les conflits récurrents.

3.1. Du repli identitaire à la tentative de partition communautariste du Tchad

La première conséquence immédiate de la guerre civile de 1979 au Tchad est que c'est N'Djamena, la capitale qui était le principal podium du théâtre. Ce qui a conduit à un repli identitaire car les manipulations ont déplacé en partie la ligne de front du terrain politique au terrain communautaire. J.P. MELOUPOU a démontré que « L'armée qui se dénationalise perd son caractère national et peut s'orienter vers des intérêts particuliers au détriment de ceux de sa communauté nationale. Elle ne parait plus en mesure d'assurer la responsabilité de défense nationale. » La première remarque de cette dénationalité est la division topographique de la capitale

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES – CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

N'Djamena en Nord-Sud ou en musulman-chrétien (BAROUM, 1996, pp 72-73).

Dans le Tchad profond, chacun des habitants faisait des efforts pour regagner sa terre d'origine. Ce fut un repli identitaire profond, chose que les Tchadiens n'ont jamais vécu depuis l'indépendance. Le repli identitaire a eu aussi des conséquences fâcheuses. Il a conduit à la stigmatisation, à la discrimination et à la marginalisation des personnes considérées comme différentes des autochtones. Ce qui a plus accentué cette obligation de repli identitaire, ce sont les tueries de masse organisées sur cette fausse note de division Nord-Sud. Le repli identitaire pendant cette guerre a posé les jalons de la partition communautariste de l'Etat tchadien car ce repli identitaire a fait référence à des critères ethniques, religieux, linguistiques ou culturels.

En temps normal, la partition communautariste d'un Etat peut aider à résoudre des conflits entre différentes communautés dans un Etat et déclencher le processus de la paix entre les communautés si elles sont en guerre, à créer des entités territoriales séparées, des régions autonomes ou fédérales basées sur des critères communautaires. Les communautés peuvent se développer. Les tensions entre les communautés peuvent baisser si elles sont sur pied de guerre. Mais en temps de conflit, le repli identitaire peut entraîner la désagrégation de l'Etat, affaiblir l'unité nationale et favoriser des divisions, impacter la répartition des ressources entre les communautés et causer d'autres problèmes. Certaines régions peuvent mieux se développer au profit d'autres et satisfaire une politique étrangère au détriment de la population de ce pays (ADOUM SALET, 1996, pp 55-60).

Mais dans la plupart des cas, les inconvénients sont plus nombreux que les avantages car on peut déboucher facilement sur l'ethnocentrisme. Or, selon J.P. MELOUPOU,

> L'ethnocentrisme qui privilégie une ethnie au détriment d'autres groupes communautaires doit nécessairement générer des réseaux de communication informelle susceptible de créer des dysfonctionnements dans l'organisation. Elle peut par ailleurs renforcer l'intérêt personnel de l'acteur de l'organisation, les intérêts groupaux et tribaux aux dépens de l'intérêt collectif et de la nation.

Malgré les tractations au sommet pour un Tchad unitaire, la partition communautariste de l'Etat tchadien se remarquait dans les groupes armés en guerre. Le Tchad était divisé en neuf zones militaires et chaque zone avait des affinités avec le terroir sous forme de repli identitaire (GANE MADDA Azaria, Mémoire de maîtrise, UNB, 1999, p 46.).

Chacune des tendances gérait et administrait sa zone à sa manière. Les tractations politiques étaient constantes afin de racoler le Tchad émietté. Ce partage du Tchad a accentué le communautarisme. Des agents de sécurité aux agents de l'administration, chacun exerçait dans sa région sous les commandements militaires. Puisqu'on était en guerre, des armes étaient à la portée de beaucoup de citoyens. Mieux, beaucoup d'enfants mineurs étaient recrutés dans les tendances et bon nombre de Tchadiens se sont familiarisés aux armes et au métier

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES – CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

d'arme. En milieu rural, il s'est développé une mentalité de prédation. Les tendances armées, plus homogènes qu'hétérogènes ethniquement cherchaient à se dominer. Insidieusement, il se développait une haine car les différentes tendances pouvaient s'affronter à tout moment et en milieu rural. Les braquages sont devenus réguliers sur les chemins car le combattant sans solde se paye sur le citoyen. Les vieux démons des conflits communautaires ancestraux se sont réveillés.
En mars 1980, la seconde guerre de N'Djamena éclate. Hissein Habré est seul contre toutes les autres tendances. Après sa défaite dans la capitale, tous les Tchadiens pensaient que le Tchad avait définitivement tourné la page de la guerre. Malheureusement, elle réapparait à la frontière soudanaise. Le 07 juin 1982, Habré s'empare du pouvoir. Dès lors, le Tchad assiste à un autre système de gouvernance : un absolutisme cruel. Il prend une attitude de régime policier. Beaucoup d'agents de renseignements profitent de ce service pour tirer vengeance surtout qu'on sortait de la guerre civile avec ses lots de morts ou de tuerie de masse (DOUBA ALIFA, 1996, p 47).

Ainsi équipés pour défendre l'intégrité territoriale dans le cadre de la souveraineté nationale, les militaires appelés à faire autre chose que leurs fonctions régaliennes finissent par transformer leur potentialité de violence légitime en violence politique. Ce détournement de puissance est dû à l'absence de professionnalisme. Or, comme l'a souligné J.P. MELOUPOU (2009 : 253 « L'absence subséquente du professionnalisme va entrainer le militaire dans l'activisme politique ». Dns cette perspective, il faut retenir que le plus souvent, des groupes de soldats désorganisés et peu professionnalisés sont plus dangereux que pour l'Etat que des forces plus nombreuses mais organisées et professionnalisées
L'évolution de la jacquerie à la rébellion, puis la victoire d'un mouvement armé issu de la rébellion a alors produit

l'inadmissible. Bien que les tendances aient intégré une seule armée : les Forces Armées Nationales du Tchad (FANT), d'autres tendances armées ont vu le jour : il s'agit des "commandos" issus des ex-soldats des Forces Armées Tchadiennes retranchés dans la zone méridionale. Pendant que ces derniers tiennent la brousse, les forces gouvernementales tiennent les villes et les villages. En huit ans de règne du Chef rebelle Hissein Habré, on impute quarante mille morts à l'actif de son régime (BENDJO, 1992, p.8). Comment expliquer cette déviance militaire si cruelle ayant conduit à la psychose sociale?

3.2. Psychose généralisée et fragilité de l'Etat-nation tchadien

Tout peuple qui sort d'une guerre civile est beaucoup plus marqué par des conséquences négatives que positives de celle-ci. La situation peut s'empirer si la gouvernance est despotique. La cruauté des chefs rebelles qui arrivent au pouvoir et leur règne despotique s'expliquent par le traumatisme psychique des soldats ou leurs chefs. Pendant les maquis, soit les chefs, soit les soldats ont été témoins ou auteurs des violences extrêmes ou ont subi ce sort de la part des forces gouvernementales. Cela peut justifier leur cruauté envers la population quand ils s'emparent du pouvoir.

Quand un peuple entre en guerre, beaucoup de chefs de guerre luttent pour le pouvoir. Une fois que l'un d'eux s'empare du pouvoir, il se sent menacé par les autres. Pour maintenir son pouvoir, il doit s'imposer par une cruauté et développer des moyens de répression tant politiques que physiques (MACHIAVEL, 1980). C'est le propre de certains régimes issus des maquis qui font recours à des idéologies extrémistes en considérant la cruauté comme un moyen leur permettant de mieux gouverner.

Mais tout cela a des effets négatifs sur le vivre ensemble pacifique des citoyens, car le traumatisme psychique de la

population dû à un régime oppressif développe la haine qui impacte directement et négativement sur le contrat social des citoyens. Les troubles psychologiques créent par la suite des troubles de stress post-traumatiques, l'anxiété, la dépression qui affectent le bien-être émotionnels et la capacité à fonctionner normalement des individus. Les liens sociaux individuels se détériorent par les divisions et la méfiance généralisée les uns envers les autres. Cela peut atteindre des familles, des clans, voire des communautés qui peuvent se déchirer par des divisions sociales ou politiques.

Cela nuit à la cohésion sociale et développe la méfiance envers les institutions de l'Etat. Désormais, les citoyens les considèrent comme sources d'injustice et de leur malheur. Les violations des droits de l'homme, les impunités des agents de l'ordre entravent la construction de la société et la consolidation du régime démocratique. Si le régime absolu dure au pouvoir, ce traumatisme se transmet de génération en génération. Les enfants qui grandissent dans ce climat peuvent hériter des séquelles psychologiques de leurs parents et perpétuer ainsi le cycle de violence. Alors, il se développe de conflits non plus individu/Etat, mais de conflit inter-communautés, car l'individu qui subit l'injustice ne voit pas le régime mais plutôt l'ethnie ou la communauté dominante du régime. Après la chute du régime, les vendettas sont possibles. Voilà pourquoi les conflits communautés sont devenus légion au Tchad après la guerre civile et prolifèrent de nos jours.

3. Perspectives de résolution des conflits

Certes plusieurs causes ont expliqué les conflits armés et conflits intercommunautaires. Mais la plus fondamentale est la déviance militaire. Car les militaires se comportent comme des activistes politiques et n'hésitent pas à s'impliquer ipso facto dans les

affaires politiques, judiciaires, commerciales. Pour y remédier, il faut commencer par la professionnalisation de l'armée.

- **La professionnalisation de l'armée et rupture de la culture de violence**

L'observation de comportement des militaires au Tchad a permis de retenir une certaine caractérise de la déviance dans l'armée. Il s'agit entre autres du mode d'exercice du pouvoir militaire dû au manque de la professionnalisation.

Dans l'armée, la discipline est considérée comme une force principale et l'obéissance aux ordres des supérieurs constituent la base fondamentale du commandement militaire. L'obéissance qui fonde la discipline est le pilier et condition de l'ordre politique. La loi se manifeste chez le militaire par les ordres donnés impérativement pour l'harmonie sociale, la cohésion institutionnelle en vue de la défense nationale. L'indiscipline des militaires dans notre pays s'est manifestée par la non observation des règles prescrites.

Pour l'exerce de l'autorité, le pouvoir d'un chef militaire est évalué en terme de pouvoir légal, conforme à la norme prescrite, la défense de l'intégrité territoriale. L'excès du pouvoir par le chef militaire qui devient l'organisateur de détournement de puissance militaire qu'il détient dans l'exercice de ses fonctions militaires, le situe dans la non-conformité, car il conduit à des comportements déviants.

Il manque de professionnalisme dans l'armée tchadienne. Elle éprouve des difficultés à recruter objectivement des militaires de manière impartiale à cause du tribalisme dont le corollaire est le favoritisme et la valorisation de l'intérêt personnel. Ce manque de la professionnalisation de l'homme militaire qui l'amène à se comporter comme un militant au service de l'homme d'Etat ou du chef qui l'a recruté et non au service de la nation. Les militaires et leurs chefs peuvent convenir eux-mêmes d'utiliser

abusivement le pouvoir qu'ils détiennent pour protéger l'intérêt individuel et tribal.

Il faut, à l'armée tchadienne, une nouvelle orientation pour qu'elle s'attache à ses fonctions régaliennes. Afin de rendre professionnelle et astreinte à son devoir régalien, il faut une prise en charge psychosociale des militaires dans la prévention des déviances et leur résolution ; car dans nos casernes militaires, il n'y a pas de services spécialisés de psychologie pour le suivi des hommes, des mécanismes individuels, groupaux et collectif.

La valorisation du mode de recrutement s'avère aussi capital pour la professionnalisation de l'armée tchadienne. Le recrutement doit être fait exclusivement par un service militaire en privilégiant les valeurs physiques, intellectuelles et morales tout en limitant l'intervention des décideurs politiques dans la sélection.

- **La démilitarisation de conflit agropastoral**

Les agriculteurs et les éleveurs existent dans tous les pays du monde. Jamais leurs cohabitations ne souffrent comme ceux du Tchad. Et pourtant, il y a de cela quelques décennies, le phénomène n'était pas si récurrent. Comme on ne se développe pas avec le conflit, tourner cette page est possible si l'Etat tchadien arrive à mettre en place un programme fiable de développement du secteur agropastoral. En fait, les conflits agriculteurs-éleveurs se déroulent souvent pendant les périodes de l'installation des champs et de récoltes. L'avancée du désert et le dérèglement climatique ont une influence directe sur ces secteurs au Tchad. D'abord, le faible rendement des produits champêtres poussent les agriculteurs à pratiquer la culture extensive. Cela perturbe les zones de pâturage et les couloirs de passage des pasteurs nomades. C'est pourquoi les bétails dévastent quelquefois les champs. Ensuite, la fin rapide de la saison de pluie oblige les transhumants à se rendre rapidement

dans la zone méridionale. Or, pendant ce temps, les paysans n'ont pas encore récolté le produit de leurs champs. Enfin, le nombre du cheptel tchadien s'est accru de façon exponentielle. Ce qui joue sur l'espace de pâturage. Si autrefois le conflit était autour des points d'eau, depuis la résolution de ce problème, tout se joue maintenant autour du pâturage (GARBA, 1996, pp 147-148).

En outre, la formation des comités de dialogue et de médiation dénuée de toutes ingérences politiques et militaires peut être une solution durable au conflit agriculteurs/éleveurs au Tchad. A ce niveau, l'Etat est appelé à faire preuve de maturité et de justice. Il n'est pas normal que l'on soit en même temps juge et partie dans une situation de conflit, surtout entre ruraux. Ce qui révolte quelquefois les agriculteurs et les oblige à se faire justice, c'est l'injustice à leur égard. Lorsque les autorités de la place s'y mêlent, le conflit actuel devient le point de départ d'un autre conflit.

Conclusion

Le présent sujet nous a permis de revisiter l'histoire politico-militaire du Tchad dans une perspective descriptive et analytique, en liaison avec la jacquerie paysanne depuis 1966. Le premier constat qui se dégage de cette étude est la persistance et l'aggravation et la dimension nationale qu'a prise ce qui était au départ une crise locale ; mais aussi la constance d'échec de leadership qui jalonne cette histoire politico-militaire du Tchad de 1960 à ce jour. Certes, les conditions climatiques, et la corruption et l'injustice sociale qui gangrènent la gouvernance politique peuvent expliquer cet échec. Mais la cause fondamentale est chercher dans la déviance de comportement des militaires tchadiens L'armée tchadienne a un déficit du professionnalisme. Elle éprouve des difficultés à recruter objectivement des militaires de manière impartiale à

cause du tribalisme dont le corollaire est le favoritisme et la valorisation de l'intérêt personnel. C'est cette insuffisance de la professionnalisation de l'homme militaire qui l'amène généralement à se comporter comme un militant au service de l'homme d'Etat ou du chef qui l'a recruté et non au service de la nation. Lorsque les circonstances l'exigent, les militaires et leurs chefs peuvent convenir eux-mêmes d'utiliser abusivement le pouvoir qu'ils détiennent, lorsqu'ils le jugent nécessaire dans certaines circonstances, pour protéger soit l'intérêt individuel, soit l'intérêt tribal.

L'insuffisance de la professionnalisation de l'armée tchadienne est une réalité. Il lui faut une nouvelle orientation pour qu'elle s'attache à ses fonctions régaliennes. Afin de rendre l'armée tchadienne professionnelle et astreinte à son devoir régalien, il faut une prise en charge psychosociale des militaires dans la prévention des déviances et leur résolution ; car dans nos casernes militaires, il n'y a pas de services spécialisés de psychologie pour le suivi des hommes, des mécanismes individuels, groupaux et collectif.

La valorisation du mode de recrutement s'avère aussi capital pour la professionnalisation de l'armée tchadienne. Le recrutement doit être fait exclusivement par un service militaire en privilégiant les valeurs physiques, intellectuelles et morales tout en limitant l'intervention des décideurs politiques dans la sélection.

Références bibliographiques

ACTES DU COLLOQUE (1996) Tchad, Conflit Nord-Sud, Mythe ou réalité", N'Djamena, C.C. Al-Mouna, p.211

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES – CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

ALIFA Mahamat Douba, (1996), "Le pays piégé par ses propres fils" in "Tchad, Conflit Nord-Sud, Mythe ou réalité",. pp 43-49.
AROUX Sylvain (1990) Encyclopédie philosophique Universelle, les notions de philosophie, PUF, Paris
BAROUM Jacques (1996), "Les ingérences étrangères : La main de la France" in "Tchad, Conflit Nord-Sud, Mythe ou réalité", pp 71-74.
BOUQUET Christian (1981) TCHAD genèse d'un conflit, Karthala, Paris
CLOSER Lewis-a, (1982), Les fonctions du conflit social, PUF, Paris
Annales de l'Université de N'Djamena, Série A, N°18, Décembre 2023 ISSN 1991-0622
DADI Abderaman, (1987), Tchad, l'Etat retrouvé, L'Harmattan, Paris
GARBA Salibou, (1996) "Eleveurs et agriculteurs : les relations difficilesL'immixtion des autorités et l'avancée du désert", in "Tchad, Conflit Nord-Sud, Mythe ou réalité", pp.147-149.
KOSSMAN Kurt (1974), "Emmanuel KANT", in Die Grossen Deutscher, Berlin 1956, traduit par Darbellaye, PUF, Paris
LTDH, Rapport d'activités de l'année, 1992-1993.
MACHIAVEL Nicolas, (1980), Le prince, G-Flammarion, Paris
MELOUPOU, Jean-Pierre, « Professionnalisation de la violence et déviance militaire en Afrique subsaharienne » in *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines*, Volume 1,N°10, Nouvelle série 2009.
NGANGBET Michel, (1984), Peut-on encore sauver le Tchad ?Paris,
Khartala.MONTESQUIEU,(2000),Del'espritdeslois,tomeI,G F-Flammarion,Paris

1. **NGANGBETMichel**,(1984),Peut-onencoresauverleTchad?Paris,Khartala.
2. **NGANGSOP Guy-Jérémie**, (1984) Tchad, vingt ans de crise, L'Harmattan, Paris
3. **NGUEREBAYE Adoum Salet**, (1996) "Une politique culturelle inadaptée, un antagonisme d'élites sciemment cultivée ", in "Tchad, Conflit Nord-Sud, Mythe ou réalité", pp 55-60.
4. **WEIL Éric** (1989), Philosophie politique, J. Vrin, Paris
5. **ZIEGLER Jean**, (1975), Contre l'ordre du monde, les rebelles, du Seuil,Pari Paris
6. **ZIEGLER Jean**, (1980), Retournez les fusils: Manuel de sociologie, Paris, seuil